

- 1° Lorsque la valeur totale des prétentions d'aucune des parties ne dépasse le taux de compétence fixé par décret ;
- 2° Lorsque la demande tend à la remise, même sous astreinte, de certificats de travail, de bulletins de paie ou de toute pièce que l'employeur est tenu de délivrer, à moins que le jugement ne soit en premier ressort en raison du montant des autres demandes.

service-public.fr

> Quels sont les recours possibles après un jugement du conseil de prud'hommes ? : Pourvoi en cassation

Dictionnaire du Droit privé

> Prud'hommes (Conseil de

R. 1462-2

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le jugement n'est pas susceptible d'appel si la seule demande reconventionnelle en dommages-intérêts, fondée exclusivement sur la demande initiale, dépasse le taux de la compétence en dernier ressort.

D. 1462-3

Décret n°2020-1066 du 17 août 2020 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le taux de compétence en dernier ressort du conseil de prud'hommes est de 5 000 euros.

service-public.fr

> Quels sont les recours possibles après un jugement du conseil de prud'hommes ? : Pourvoi en cassation

Dictionnaire du Droit privé

> Prud'hommes (Conseil de

Chapitre III : Opposition et tierce opposition

R. 1463-1

Décret n°2017-1008 du 10 mai 2017 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'opposition est portée directement devant le bureau de jugement.
Les dispositions des articles **R. 1452-1** à **R. 1452-4** sont applicables.
L'opposition est caduque si la partie qui l'a faite ne se présente pas. Elle ne peut être réitérée.
Ces dispositions sont applicables à la tierce opposition.

service-public.fr

> Quels sont les recours possibles après un jugement du conseil de prud'hommes ? : Voies de recours

> Quels sont les recours possibles après un jugement du conseil de prud'hommes ? : Voies de recours

Titre VII : Résolution amiable des différends

R. 1471-1

Décret n°2017-1008 du 10 mai 2017 - art. 5

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les dispositions du livre V du code de procédure civile sont applicables aux différends qui s'élèvent à l'occasion d'un contrat de travail.
Le bureau de conciliation et d'orientation homologue l'accord issu d'un mode de résolution amiable des différends, dans les conditions prévues par les dispositions précitées.